

Plusieurs cantons alémaniques mettent en place des systèmes d'analyse pour prévenir les drames

La police veut anticiper les crimes

« ARIANE GIGON, ZÜRICH

Sécurité » Comme souvent, ce sont des drames qui ont provoqué le changement. Un enseignant saint-gallois tué, en 1999, par le père d'une élève abusée qu'il voulait protéger; le meurtre, en pleine rue, d'une femme et d'une assistante sociale à Pfäffikon (ZH), en 2011; la mort, par balles, de cinq personnes, y compris le tueur, dans le canton d'Argovie en 2015; dans tous ces cas, des signes avant-coureurs n'avaient pas été interprétés correctement ou n'avaient pas été communiqués aux personnes idoines. Plusieurs cantons alémaniques ont réagi en mettant en place des systèmes de détection et d'analyse des menaces. Soleure et Zurich ont fait un travail de pionnier.



Reinhard Brunner

« Nous avons désamorcé de nombreuses situations difficiles »

« Le double homicide de Pfäffikon a été déterminant dans la prise de conscience politique », rappelle le capitaine Reinhard Brunner, chef de la nouvelle division Prévention de la Police cantonale de Zurich, opérationnelle depuis le début de 2014. Dans ce cas comme dans d'autres, des signaux d'alarme avaient été reconnus par différents services. Or il faut non seulement reconnaître ces signaux, mais aussi leur donner l'importance qu'ils méritent et



Dans le canton de Zurich, le nombre de cas signalés est passé de 300 en 2014 à 430 en 2015. Keystone

désamorcer le risque par des mesures adéquates.»

Vaste réseau

Comme Soleure, qui a été le premier à agir dans ce domaine, le canton de Zurich a mis en place un réseau entre administrations communales, services de prise en charge spécialisés, assistants sociaux, écoles (voir ci-contre) et autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA), entre autres institutions appelées à être confrontées à des comportements inquiétants.

Quelque 300 personnes de contact ont ainsi été formées dans le canton de Zurich, 200 dans celui de Soleure. « Elles sont chargées de signaler à la police des situations où une tendance à la violence se dessine », explique Reinhard Brunner. Pour savoir s'il s'agit d'une situation émotionnelle non dangereuse ou s'il y a danger que cela dégénère, « il est impor-

tant que nous puissions récolter le plus d'informations possible, ajoute-t-il. C'est pourquoi l'échange entre les offices concernés est très important.»

Violence domestique

Résultat: avec la sensibilisation des autorités, le nombre de cas signalés augmente d'année en année. Il est passé de 300 en

2014 à 430 en 2015 dans le canton de Zurich. Plus de la moitié des situations signalées relèvent de la violence domestique. Dans le canton de Soleure, la police signale 300 situations jusqu'à fin 2015, dont 170 où la violence a pu être désamorcée.

Entre-temps, les cantons de Lucerne, de Thurgovie et de

Bâle-Campagne ont mis en place des services similaires. Le partage des compétences repose sur des bases légales réglant notamment la question du secret professionnel et de la protection des données. « Le principe de base est que plus le crime attendu est grave, plus le seuil autorisé pour la transmission des informations

doit être bas », souligne Reinhard Brunner.

Structure «judiciaire»

Frédéric Maillard, essayiste et analyste de méthodes et de stratégies policières, salue la multidisciplinarité des modèles de réseau. « Les connaissances sont mises en commun et les responsabilités sont clairement réparties, commente-t-il. La structure du réseau est judiciaire pour de nombreuses professions en contact avec des auteurs de délits ou des victimes, tenus au secret. Lorsqu'on peut déposer des inquiétudes dans une structure dont tous les participants sont témoins, on ne dénonce pas – car dénoncer est une démarche bilatérale.»

Reinhard Brunner n'est pas en mesure de dire si des délits ont pu être évités depuis que le réseau est en place. « Le programme a mis en lumière des cas qui n'étaient pas signalés, répond-il. Nous intervenons plus vite. La police est aujourd'hui devant la porte d'une maison, alors qu'elle serait restée au poste il y a quelques années. Je peux dire que nous avons désamorcé de nombreuses situations qui étaient, au départ, très difficiles.»

Radicalisation: cas rares

Si les cas de radicalisation ne forment qu'une infime minorité des situations traitées par les collègues de Reinhard Brunner, ce sont souvent les plus médiatisés. Le travail de la police zurichoise à Winterthur, qui abritait une « cellule djihadiste », a ainsi été salué, y compris par des observateurs en général critiques du travail de la police. « Nous avons un bon réseau à Winterthur, confirme Reinhard Brunner. De plus, après les attentats de novembre en France, nous avons mis sur pied une commission spéciale, avec la police de la ville et la Confédération. Toutes les informations nous parviennent rapidement et les mesures nécessaires ont été prises.»

Contactés, divers responsables en Suisse romande ont indiqué que le modèle du réseau avait certes été débattu par les commandants de police, mais pas suivi. »

LES ENSEIGNANTS EN PREMIÈRE LIGNE

Après le meurtre d'un enseignant en 1999, le canton de Saint-Gall a été le premier à reconnaître la nécessité de professionnaliser les interventions de crise en milieu scolaire. C'est ce que rappelle Beat Zemp, président de l'association des enseignants alémaniques. D'autres cantons ont suivi. En 2009, une « boussole en cas de crise » paraissait sous forme de livre, suivi d'une appli, payante, pour les enseignants, en 2013.

La Direction de l'instruction publique du canton de Zurich a également développé une appli fournissant conseils et numéros de téléphone en cas

d'urgence (menace de violence, prise d'otages, menace de suicide, mais aussi incendie, urgence médicale, disparition ou décès). Près de la moitié des écoles du canton (463) sont enregistrées pour l'utilisation payante de l'appli.

Quant au réseau mis en place par la police zurichoise pour l'annonce des situations inquiétantes, le président des enseignants du secondaire, Fritz Schellenbaum, le salue. « Nous savons désormais que quelqu'un agit lorsque nous signalons quelque chose, nous savons que nous allons être aidés. » AGI

VIOLEURS

UN TIERS ÉVITE LA PRISON

Près d'un violeur sur trois ne fait pas de prison en Suisse, selon une analyse de l'Office fédéral de la statistique, citée par la *SonntagsZeitung*. L'an passé, sur les 82 personnes condamnées pour viol, 26 ont obtenu un sursis. ATS

FOIRE

RECORD À MARTIGNY

La 57^e édition de la Foire du Valais, qui a pris fin hier à Martigny, a battu un record d'affluence: en dix jours, 224 128 visiteurs ont déambulé dans la plus grande foire romande. Concerts, spectacles et l'exposition « Le Japon » ont « enchanté » le public. ATS

Manif contre le libre-échange

Transatlantique » Plus de 1000 personnes (5000 selon les organisateurs) se sont rassemblées samedi à Berne devant le Palais fédéral pour dénoncer notamment le Traité de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis (TTIP). Elles réclament l'arrêt des négociations en cours.

« Le monde n'a pas besoin de davantage de commerce, mais d'un commerce plus équitable », est-il écrit dans une résolution adoptée lors de la rencontre. L'objectif ne doit pas être de déréguler encore plus, mais d'assurer des standards environnementaux et sociaux élevés.

Les protestataires ont également dénoncé l'accord sur le

commerce des services (TISA) et rappelé que la Suisse participe directement aux négociations. L'accord TISA vise à déréguler l'ensemble du secteur des services, y compris les services publics.

Concernant le TTIP, une possible intégration de la Suisse dans les négociations est en discussion. Mais « ce sont avant tout les grands groupes d'entreprises actifs sur le plan mondial qui profiteront de ces accords », dénoncent les organisateurs.

Environ 20 organisations sont à l'origine de la mobilisation. Parmi elles figurent Alliance Sud, Greenpeace, des syndicats, mais aussi des partis comme le PS ou les Verts. » ATS

TGV Lyria victime des attentats

Rail » TGV Lyria, la société commune de la SNCF et des CFF exploitant des trains à grande vitesse entre la France et la Suisse, a enregistré une chute des ventes de « près de 45% » après les attentats à Paris, selon son directeur. La situation commence toutefois à s'améliorer.

L'impact des attaques cumulée contre le journal *Charlie Hebdo*, dans le train Thalys entre Amsterdam et Paris et du 13 novembre dans la capitale française en 2015 « s'est fait immédiatement sentir sur le marché aussi bien romand qu'alémanique », explique Andreas Bergmann dans un entretien au *Matin Dimanche*. Il rap-

pelle qu'après chaque attentat, tous les billets ont été remboursés pendant quatre jours.

45 pour cent

La baisse des ventes de TGV Lyria après les attentats de Paris

Mais, selon lui, la demande « repart doucement » à Genève et Lausanne. Les liaisons de Bâle et Zurich sont, en revanche, toujours affectées. « Les voyageurs ont encore besoin d'être rassurés. »

Des mesures ont été prises pour améliorer la sécurité des voyageurs, selon M. Bergmann. « Les douaniers, à terre ou embarqués dans les trains, sont plus nombreux et accompagnés de maîtres chiens ». Il note que la sécurité a été améliorée dans les gares françaises, avec plus de policiers déployés, la pose de caméras et l'installation prochaine de portails restreignant l'accès aux quais. De plus, des policiers en civil armés sont prêts à intervenir dans de nombreux trains.

A noter que TGV Lyria avait déjà vu son chiffre d'affaires se replier de 6,8% à 355 millions de francs, en 2014. » ATS